



Non à la RGPP dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche Non à son application à l'INRA

Déjà près d'une vingtaine d'organisations syndicales (***) ont affirmé leur opposition à la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) dans l'enseignement supérieur et la recherche. Celle-ci vise à supprimer des emplois publics et à changer la nature même du service public.

Ces organisations dénoncent la démarche d'audit des fonctions support et soutien conduite actuellement par l'IGAENR au CNRS, à l'INRA, l'INSERM, l'INRIA et au CIRAD, qui risque de s'étendre à tous les établissements. Cette démarche, basée sur l'utilisation d'« indicateurs de performance », aboutirait à des externalisations, des mutualisations autoritaires (notamment dans les UMR entre organismes et universités) et une centralisation des services avec des mobilités forcées pour les personnels. Elle aggraverait la précarité et la souffrance au travail. Accentuée dans les universités par les restructurations liées à la loi LRU et au passage aux compétences élargies, cette démarche affecterait également les enseignements.

Elles dénoncent les objectifs comptables et idéologiques de cette réforme qui voudrait imposer à tous les niveaux une logique « client-fournisseur » au sein des établissements. Les équipes de recherche, tout comme les équipes d'enseignement, ne doivent pas payer pour des services qui sont une composante indispensable du travail. ...

Elles récusent la distinction entre un prétendu « cœur de métier » et des fonctions dites « d'accompagnement » de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ils réaffirment la nature collective du travail pédagogique, scientifique, technique ou/et administratif.

Elles exigent (lien vers la [pétition](#) en ligne):

- L'arrêt des audits RGPP et l'abandon des restructurations liées à la RGPP dans tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.
- Le maintien de l'engagement gouvernemental au-delà de 2011 de ne supprimer aucun poste de fonctionnaires dans l'enseignement supérieur et la recherche.
- La création de postes de fonctionnaires de toutes catégories pour titulariser les CDD et les CDI et répondre aux besoins.

On connaît déjà les préconisations de l'IGAENR pour l'INRA : suppressions de postes pour s'aligner sur les pratiques les plus « performantes », mutualisation et centralisation de services, externalisation de l'informatique et taxation de toutes les ressources des laboratoires à un niveau de 13% pour payer les services rendus par l'administration de l'organisme. Si les préconisations de l'IGAENR étaient appliquées, ces mesures affecteraient les personnels des services administratifs, en les soumettant à des pressions plus fortes, en dégradant leurs conditions de travail, en les contraignant à des changements de métiers ou à des mobilités forcées. Mais les laboratoires, et plus tard les services d'enseignement, seraient aussi directement concernés. La mise en place de plateformes nationales (facturation, GRH, informatique, etc.) au lieu de services déconcentrés placés au plus près des labos déshumaniserait le travail quotidien. La logique d'organisation du service public serait remplacée par une logique client-fournisseur. Les nouveaux prélèvements auraient lieu alors même que les crédits de base ont diminué de plus de 10% en 2011 et sont encore programmés à la baisse pour 2012 et 2013.

Les organisations syndicales de l'INRA, parties prenantes du combat commun contre la RGPP, appellent tous les personnels à s'approprier les revendications ci-dessus et à les porter en délégations auprès des présidents de centres et à constituer des délégations au CTP du 26 mai au cours duquel la Direction Générale doit présenter les mesures qu'elle entend mettre en œuvre sur la base des recommandations de la commission d'audit de l'IGAENR. Tous ensemble faisons qu'elles soient lettre morte.

A l'INRA plus de 2300 agents ont déjà contre-signé la motion des quatre organisations syndicales au CTP du 11 mars contre la reprise par la DG des recommandations de l'audit, continuons à signer et à faire signer pour affirmer avec force notre opposition résolue aux recommandations de cet audit qui met en danger l'INRA !

*** Organisations déjà signataires de la pétition commune dans l'enseignement supérieur et la recherche : CGT (SNTRS, CGT-INRA, FERC-SUP), FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNETAP, SNEP), SGEN CFDT Recherche EPST, SNPRES-FO, UNSA (Sup'Recherche, SNPTES, A&I), Solidaires (Sud Recherche EPST, Sud Education, Sud Etudiant), CFTC INRA et Recherche, UNEF, SLR, SLU

CFTC cftcinra@versailles.inra.fr
Intranet : <https://intranet.inra.fr/cftc/>

CGT cgt@inra.fr
Intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt/>
Internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

SUD contactinra@sud-recherche.org
Intranet : <https://intranet.inra.fr/sud-inra/>
Internet : <http://www.sud-recherche.org/>